

Sommet de Saint Malo

Discours de Madame Marie-Claire Daveu, Directrice de Cabinet de Madame Nathalie Kosciusko-Morizet, Secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie

mercredi 29 octobre, matin

Je suis ravie d'être parmi vous aujourd'hui et remercie la région Bretagne ainsi que le réseau des gouvernements régionaux pour le développement durable d'être à l'origine de cette manifestation sur un sujet important et qui est placé sous les feux de l'actualité.

Comme vous le savez, la France accorde une importance particulière à la coopération décentralisée. Consacrée par les lois de décentralisation de 1982 et surtout par la loi de 1992 relative à l'administration territoriale de la République, elle bénéficie d'un soutien actif de l'Etat, qui offre d'une part aux collectivités territoriales les services de son réseau diplomatique (le ministère des affaires étrangères et européennes, qui doit intervenir je crois à l'issue de vos deux journées d'échanges, pourra vous en dire plus sur ce point) et assure d'autre part le co-financement d'un certain nombre d'actions.

De nombreuses collectivités territoriales françaises, qui ont bien compris que la lutte contre le changement climatique nécessitait la mobilisation de tous, sont très actives à l'échelle de leur territoire en matière de changement climatique.

Or vous le savez, la lutte contre le changement climatique est au cœur de notre stratégie nationale, au cœur du Grenelle de l'environnement dont nous voyons désormais la déclinaison législative, au cœur également de notre présidence du conseil de l'Union européenne jusqu'à la fin de l'année, qui fait de l'adoption d'un paquet énergie climat européen portant réduction à l'horizon 2020 de nos émissions de gaz à effet de serre de 20%, au moins par rapport à 1990, une priorité.

C'est également sous la présidence française que se tient demain et après-demain, à Paris, la Conférence sur la cohésion territoriale et l'avenir de la politique de cohésion, qui préparera la réunion informelle des ministres de l'aménagement du territoire et de la politique de cohésion qui se tiendra les 24, 25 et 26 novembre à Marseille et qui traitera notamment de la prise en compte la dimension territoriale dans la lutte contre le changement climatique et pour un développement durable des territoires.



Or, il est certain que les engagements pris aux niveaux national et international ne pourront être concrètement tenus que s'ils sont partagés par tous les niveaux territoriaux et intégrés dans les politiques publiques des collectivités territoriales.

Et les collectivités territoriales et notamment les régions étendent ce volontarisme à leurs actions de coopération conformément à la *Charte de la coopération décentralisée pour le développement durable*, signée par de nombreuses collectivités et Conseils régionaux par lesquels ceux-ci s'engagent à privilégier des actions qui « participent à la lutte contre les pollutions, les changements climatiques et la désertification, sauvegardent la biodiversité, les ressources en eau et en sol et concourent à la mise en œuvre d'un développement économique socialement et écologiquement responsable ».

Les actions des collectivités territoriales dans le cadre de la coopération décentralisée et la lutte contre le changement climatique sont de fait très nombreuses.

Nous en sommes évidemment très heureux.

Ces actions portent sur des domaines aussi divers que, pour n'en citer que quelques uns, le reboisement, la mobilité urbaine, ou, très important, les économies d'énergie (notamment dans le bâtiment).

La coopération des collectivités territoriales porte également sur l'appui institutionnel et le renforcement de capacité aux collectivités partenaires par la mise en place, par exemple, de campagnes de sensibilisation des élus à la problématique des économies d'énergie.

Il me paraît important que ces collectivités territoriales puissent échanger entre elles, et aussi et peut-être surtout avec leurs partenaires du reste du monde. Le sommet d'aujourd'hui représente une opportunité privilégiée de renforcer ces liens.

Au-delà, la rencontre d'aujourd'hui et de demain me paraît doublement importante.

- D'abord parce qu'elle vise à promouvoir le développement durable dans une logique Nord/Sud, dialogue qui seul permettra d'obtenir un accord mondial et complet sur un régime multilatéral post 2012 de lutte contre le changement climatique et parvenir à limiter l'augmentation de la température du globe à moins de 2°C, ce qui passe nécessairement par une réduction des émissions mondiales d'au moins 50 % d'ici 2050 par rapport aux niveaux de 1990.

- Mais aussi et surtout parce qu'elle consacre le rôle de premier plan des acteurs locaux, des régions, dans la lutte contre le changement climatique. Et nous savons tous à quel point l'action au plus près du terrain est importante pour obtenir des résultats tangibles, c'est-à-dire en particulier maîtriser nos émissions de CO₂. Ils seront en tout état de cause les acteurs incontournables de la mise en œuvre des mesures du futur régime international de lutte contre le changement climatique pour lequel un accord est recherché lors de la conférence qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009, comme agréé lors de la conférence de Bali de décembre 2007. Il est donc normal, à la veille de la conférence de Poznań de décembre prochain et avant la 15^{ème} conférence des parties de Copenhague l'année prochaine, qu'ils viennent, grâce en particulier aux échanges d'aujourd'hui et de demain, enrichir de manière substantielle les discussions multilatérales sur le climat

Je vous souhaite à toutes et tous un excellent sommet, qui, je n'en doute pas, au regard en particulier de la qualité des intervenants et de l'audience, sera particulièrement fructueux.